

Marchand décrète un gel des embauches

Cette mesure permettrait d'épargner de 5 à 10 M\$

Le Journal de Québec · 16 oct. 2024 · 16 · TAÏEB MOALLA – Avec la collaboration de Stéphanie Martin

Confronté à un déficit de 5,8 M\$ en date du 31 août, Bruno Marchand, maire de Québec, a pris la décision inédite de geler les embauches dans la fonction publique municipale, à l'exception des policiers et des pompiers, jusqu'à la fin de l'année 2024.



C'est la première fois depuis son arrivée en poste, il y a près de trois ans, que M. Marchand décrète un gel des embauches.

La part du lion du déficit temporaire (la Ville n'a pas le droit d'enregistrer un déficit dans son budget annuel), soit 5,3 M\$, a été causée par le « détournement des matières résiduelles vers d'autres sites » lors de fermetures et de travaux d'entretien temporaires au centre de biométhanisation et à l'incinérateur, a expliqué le maire.

PAS DE PÉRIL EN LA DEMEURE

Mais ce dernier a rapidement minimisé la portée du déficit de 5,8 M\$.

« La situation de la Ville est sous contrôle. Tout est en bonne posture pour la fin de l'année. Il n'y a pas du tout péril en la demeure », a-t-il relativisé.

Selon lui, « ça fait juste partie de ce qu'on doit faire : bien "monitorer", répondre à la Loi sur les cités et villes et poser les bons gestes », a-t-il ajouté en répétant que l'équilibre budgétaire serait atteint d'ici 2025.

L'administration Marchand s'attend à ce que ce gel temporaire des embauches lui permette de réaliser des économies entre 5 M\$ et 10 M\$ d'ici la fin de 2024.

La seule exception concerne les policiers et les pompiers, qui ne sont donc pas touchés par ce gel. Dans les prochains jours, le maire a promis de faire le point sur la situation dans son Service de la sécurité publique dans le contexte de ses demandes récurrentes (restées sans réponse) au gouvernement Legault pour accorder davantage de financement au Service de police de la Ville de Québec (SPVQ).

RÉACTION

Le chef de l'opposition officielle, Claude Villeneuve, s'est inquiété d'éventuels impacts pour les citoyens.

« Si ça ne balance pas, il va falloir couper dans les services ou augmenter les taxes davantage », a-t-il anticipé.

Il a déploré que la Ville de Québec « se prive de revenus », notamment en mettant la pédale douce sur l'émission de contraventions pour le stationnement.